

L'INDUSTRIE

L'AMÉLIORATION DES INSTALLATIONS DU PORT DE SAINT-JEAN

M. Bob Corbett (Fundy-Royal): Madame le Président, je voudrais poser une question au ministre de l'Industrie et du Commerce. Puisque le gouvernement a abandonné les programmes intéressants pour la région de l'Atlantique qui avaient été mis sur pied avant les dernières élections et qu'il a d'ailleurs complètement abandonné cette région, je voudrais demander au ministre quand il mettra en œuvre un programme visant à remplacer la flotille de pêche et en quoi consistera ce programme.

Comment peut-il expliquer le fait que son gouvernement et lui-même se désintéressent de l'agrandissement du port et de la construction d'une cale sèche à Saint-Jean? Autrement dit, quand son gouvernement et lui-même vont-ils cesser de rouler la région de l'Atlantique de maîtresse façon?

Des voix: Oh, oh!

L'hon. Herb Gray (ministre de l'Industrie et du Commerce): Je voudrais que le député me dise le nom de son rédacteur, car je tiens à éviter d'employer la même personne.

Des voix: Oh, oh!

M. Gray: Les seuls programmes destinés à la région de l'Atlantique qui ont été abandonnés sont des programmes comme l'instauration d'une taxe sur l'essence de 18 cents le gallon.

Des voix: Bravo!

M. Gray: Cette taxe aurait mené l'économie des provinces de l'Atlantique à la ruine. A elle seule cette mesure a permis de poser les jalons d'une économie saine et dynamique dans les provinces de l'Atlantique.

● (1450)

Nous cherchons à mettre en œuvre des programmes, notamment dans le secteur de la pêche et dans la région de Saint-Jean du Nouveau-Brunswick, qui contribueront à l'essor de ces provinces.

M. Corbett: Madame le Président, on ne nous a pas donné de baiser, tout juste une bise.

Une voix: Rien qu'un bec.

M. Corbett: Lorsque nous étions au pouvoir, nous avons consulté les premiers ministres des provinces de l'Atlantique afin de savoir ce qu'ils pensaient de cette question. Le ministre a-t-il proposé, pour sa part, aux premiers ministres de l'Atlantique de le rencontrer ou de rencontrer son collègue, le vice-premier ministre et ministre des Finances, et, dans le cas contraire, pourquoi pas?

M. Gray: Madame le Président, mes collaborateurs consultent en permanence leurs collègues des ministères provinciaux; les provinces de l'Atlantique sont représentées par d'excellents députés et par des ministres éminents qui se chargent de fournir les renseignements nécessaires.

Questions orales

L'ADMINISTRATION DE LA JUSTICE

L'ENQUÊTE SUR LA PRÉTENDUE FIXATION DES PRIX DU PÉTROLE PAR LES GRANDES SOCIÉTÉS PÉTROLIÈRES—LA DATE DE DÉPÔT DU RAPPORT

M. Svend J. Robinson (Burnaby): Madame le Président, ma question s'adresse au ministre de la Justice et ministre d'État chargé du Développement social.

Je lui demande de m'accorder son attention pendant un moment. Ma question porte sur l'enquête qui dure depuis sept ans sur la prétendue fixation des prix du pétrole par les grandes sociétés pétrolières au Canada, une pratique qui, dit-on, coûte indûment des millions de dollars aux consommateurs canadiens. Il y a plus d'un an, le directeur des enquêtes et des recherches du ministère de la Consommation et des Corporations a demandé au ministère de la Justice de le conseiller sur le plan juridique étant donné la masse énorme d'éléments de preuve rassemblés en vue de poursuites possibles dans cette affaire.

Le ministère de la Justice a consulté une foule d'avocats et le ministère de la Consommation et des Corporations en a maintenant assez et insiste pour que le ministère de la Justice prenne des mesures. Voici ma question: premièrement, je crois savoir que le ministère de la Consommation et des Corporations est à bout de patience et exige un rapport avant la fin du mois; le ministère de la Justice est-il disposé à produire ce rapport à la fin du mois et, deuxièmement, quelle est la raison du long retard qu'on accuse dans cette enquête qui concerne directement les intérêts de tous les consommateurs canadiens?

[Français]

L'hon. Jean Chrétien (ministre de la Justice et ministre d'État chargé du Développement social): Madame le Président, il est exact que le directeur des investigations, M. Bertrand, a demandé au ministère de la Justice, au mois d'avril de l'an dernier, de nommer des procureurs ayant pour tâche d'étudier le dossier. Malheureusement, il y a eu des délais, et les procureurs n'ont été nommés que le 13 novembre. Depuis ce moment, un des procureurs a pu faire son rapport; l'autre rapport doit être terminé avant la fin du mois et, s'il ne l'est pas, le directeur en cause pourra poursuivre l'enquête avec les moyens qui sont à sa disposition.

* * *

[Traduction]

LA CONSOMMATION

LE RENVOI DE L'AFFAIRE DE LA PRÉTENDUE FIXATION DES PRIX DU PÉTROLE PAR LES GRANDES SOCIÉTÉS PÉTROLIÈRES DEVANT LA COMMISSION D'ENQUÊTE SUR LES PRATIQUES RESTRICTIVES DU COMMERCE

M. Ray Skelly (Comox-Powell River): Madame le Président, ma question supplémentaire s'adresse au ministre de la Consommation et des Corporations et ministre des Postes. Elle fait suite à la réponse que le ministre de la Justice vient de donner.